



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le 18 février 2025

N°158

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Épargne retraite : Déploiement du PER : plus de 11 millions de titulaires et près de 119 milliards d'encours au troisième trimestre 2024

Dans le cadre du développement de l'épargne retraite en France, le Plan d'épargne retraite (PER), créé par la loi PACTE, confirme au T3 2024 son essor ininterrompu depuis 2020 avec une croissance soutenue tant en nombre de titulaires qu'en encours.

Il y a maintenant plus de 11 millions de titulaires du PER, pour un total de 118,9 milliards d'euros d'encours au 30 septembre 2024. Selon les données consolidées des fédérations professionnelles distribuant des PER (FA, AFG, FNMF et CTIP), 11,2 millions de personnes bénéficient désormais de ces nouveaux PER. Les encours constitués atteignent 118,9 milliards d'euros, en nette progression par rapport aux 113,8 milliards d'euros enregistrés au 30 juin 2024. Cette dynamique concerne tant les PER d'entreprise - collectifs (27,2 milliards d'euros d'encours) et obligatoires (23,6 milliards d'euros d'encours) - que les PER individuels (68,1 milliards d'euros d'encours et plus de 4,1 millions de titulaires). A noter que près d'un PER sur deux correspond à l'ouverture d'un nouveau contrat et n'est pas issu d'un transfert de produits d'épargne retraite antérieur à la loi PACTE.

Ces produits apportent une contribution décisive au financement des entreprises, avec plus de 80 % des actifs investis en France et dans l'Union européenne et plus de la moitié des actifs investis en titres de capital ou assimilé, dont plus de 3,5 Md€ en actifs non cotés.

L'entrée en vigueur de la loi relative à l'Industrie verte le 24 octobre 2024 vient encore conforter le rôle clef du PER dans le financement de l'économie à long terme au service de l'économie réelle et de la décarbonation.

A ce titre, les assureurs et gestionnaires d'actifs proposent progressivement de nouveaux modes de gestion du PER avec un fléchage d'une partie des actifs vers l'économie réelle, dans des conditions équilibrées pour les épargnants. La gestion pilotée par horizon (GPH) des plans d'épargne retraite intègre dorénavant des seuils minimaux d'actifs sûrs et finançant l'économie réelle. Ces seuils permettent de flécher une part d'épargne pour soutenir les entreprises dans le cadre de la double transition numérique et environnementale, en visant en particulier le capital investissement dans des PME/ETI, les fonds d'infrastructures et les actions de PME/ETI cotées. Ces modes de gestion contribuent également à la diversification de l'épargne des Français, en favorisant l'accès à des actifs plus rentables sur le long terme.

Le déploiement dans l'offre des contrats PER se poursuivra tout au long du premier semestre 2025.

Eric Lombard, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, a déclaré : « Avec plus de 11 millions de titulaires et un encours de près de 119 milliards d'euros, les Français se sont saisis largement du PER pour anticiper leur retraite. C'est un produit flexible et attractif, qui permet à chacun d'épargner en fonction de ses besoins. Mais plus encore, il contribue aussi au financement de long terme des entreprises, en cohérence avec nos objectifs de croissance et d'investissement productif, un rôle aujourd'hui renforcé avec le déploiement progressif de la loi Industrie verte. »

Contacts presse :

- Bureau de presse de Bercy : 01 53 18 33 80 - presse.bercy@finances.gouv.fr
- Direction générale du Trésor : 01 44 87 73 24 - presse@dgtrésor.gouv.fr

